§ 2

1. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans pour lesquels les parents ont exercé leur droit d'option ont, pendant le délai d'option, un droit de révocation s'ils atteignent l'âge de dix-huit ans révolus avant l'expiration de ce délai.

2. — Il en est de même des autres personnes au nom desquelles leur représentant légal a exercé le droit d'option, dans le cas où la représentation légale a pris fin avant l'expiration du délai d'option, ainsi que des femmes dont le mariage est dissous avant l'expiration de ce délai.

3. — Les dispositions de la présente partie relatives à l'option sont applicables *mutatis mutandis* à la révocation.

§ 2

(1) Kindern unter achtzehn Jahren, für die ihre Eltern das Optionsrecht ausgeübt haben, steht innerhalb der Optionsfrist ein Widerrufsrecht zu, wenn sie vor Ablauf dieser Frist das achzehnte Lebensjahr vollenden.

(2) Diese Vorschrift findet entsprechende Anwendung auf andere Personen, für die ihr gesetzlicher Vertreter das Optionsrecht ausgeübt hat, wenn die gesetzliche Vertretung vor Ablauf der Optionsfrist fortfällt, sowie auf Ehefrauen, deren Ehe vor Ablauf dieser Frist aufgelöst worden ist.

(3) Die Bestimmungen dieses Teiles, die sich auf die Option beziehen, finden entsprechende Anwendung auf den Widerruf der Option.

Titre III

Droits des personnes qui ont opté

Article 33

1. — Les personnes qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, ont opté pour une nationalité, peuvent, pendant douze mois à dater de la délivrance de leur Acte d'option, transférer leur domicile dans le territoire de l'État en faveur duquel elles ont opté.

2. — Elles peuvent conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire de l'État où elles avaient leur domicile antérieurement à leur option.

3. — Elles peuvent, dans le délai prévu à l'alinéa 1, emporter leurs biens meubles de toute nature en franchise de douane dans le pays pour lequel elles ont opté, et sont exemptées à cet égard de tous droits de sortie ou taxes, s'il y en a.

Article 34

Le droit des personnes qui ont opté, de conserver des biens immobiliers dans l'État dont elles cessent d'être ressortissants en raison de leur option, ne peut être préjudicié d'une manière quelconque par des lois, ordonnances ou autres prescriptions, qui ne seraient pas applicables aux nationaux de l'État qui les édicte. Le seul fait que la personne qui a opté transfère son domicile ou sa résidence dans le territoire de l'État en faveur duquel elle a opté, ne permet en aucun cas aux Parties contractantes de le préjudicier par des lois, ordannances ou autres prescriptions, dans l'exercice de ses droits de propriété.

Titel III

Rechte der Optanten

Artikel 33

(1) Den Personen, die von einem in diesem Abkommen vorgesehenen Optionsrechte Gebrauch gemacht haben, steht es frei, bis zum Ablauf von zwölf Monaten nach Aushändigung der Optionsurkunde ihren Wohnsitz in den Staat zu verlegen, für den sie optiert haben.

(2) Sie dürfen das unbewegliche Gut behalten, das sie im Gebiete des Staates besitzen, in dem sie vor der Option wohnten.

(3) Sie dürfen innerhalb der im Abs. 1 bezeichneten Frist ihr gesamtes bewegliches Gut zollfrei in das Land mitnehmen, für das sie optiert haben. Etwa bestehende Ausfuhrzölle oder -gebühren dürfen von ihnen nicht erhoben werden.

Artikel 34

Das Recht der Optanten, unbewegliches Vermögen in dem Lande zu behalten, dessen Staatsangehörigkeit sie durch die Option verlieren, darf durch keine Gesetze, Verordnungen und sonstige Vorschriften beeinträchtigt werden, die nicht auf die eigenen Staatsangehörigen Anwendung finden. Aus der Tatsache, daß der Optant seinen Wohnsitz oder Aufenthalt in das Gebiet des Staates verlegt, für den er optiert hat, darf ihm bei Ausübung seines Eigentumsrechts durch die Gesetze, Verordnungen oder sonstigen Vorschriften der vertragschließenden Teile keinerlei Nachteil erwachsen.

Article 35

§ 1

1. — Aucune interdiction d'exportation, ou aucune autre mesure législative ou administrative, ne peut limiter en quoi que ce soit pour les personnes qui, conformément à l'article 33, transfèrent leur domicile dans le territoire de l'État en faveur duquel elles ont opté, le droit d'exporter à l'occasion de ce transfert leur biens meubles, soit en les emportant avec elles, soit en les expédiant de la manière qui leur paraît la plus appropriée.

2. — Aucune taxe ne sera perçue pour les services rendus par les autorités dont l'intervention est requise, à l'occasion de ce transfert, par les lois, ordonnances ou autres prescriptions officielles.

§ 2

1. — L'autorisation accordée aux personnes qui ont opté d'emporter leurs biens meubles, ne s'étend pas

a) aux armes à feu, à l'exception des fusils de chasse et des revolvers que la loi permet de posséder;
b) aux explosifs;
c) aux produits agricoles qui, à la date du transfert de la souveraineté, étaient soumis au système centralisé d'exploitation et le sont encore au moment de l'émigration.

2. — Le droit d'emporter les biens meubles ne doit pas être exercé d'une manière abusive. En particulier, il ne peut avoir pour résultat de dégarnir des entreprises productives de leur matériel d'exploitation. Des accaparements excessifs en vue du déménagement sont également interdits.

§ 3

1. — Les autorités peuvent exiger que toute personne abandonnant, en raison de son option, le pays dont elle cesse d'être ressortissant, prouve son droit de propriété sur les objets qu'elle désire emporter en faisant une déclaration solennelle tenant lieu de serment. D'autres moyens de preuves peuvent être exigés si la nature ou la quantité des objets à emporter fait légitimement soupçonner qu'ils n'appartiennent pas à la personne qui a opté.

2. — La violation de serment ou d'une déclaration solennelle tenant lieu de serment, est punissable dans l'autre État de la même manière que si la déclaration ou le serment avait été fait devant une de ses autorités.

3. — Les tribunaux et les ministères publics des deux États se prêteront directement mutuelle

Artikel 35

§ 1

(1) Keinerlei Ausfuhrverbote oder sonstige gesetzliche oder Verwaltungsmaßnahmen dürfen die Personen, die gemäß Artikel 33 ihren Wohnsitz in das Gebiet des Staates verlegen, für den sie optiert haben, in dem Rechte beschränken, anläßlich ihres Wegzugs ihre bewegliche Habe persönlich mitzunehmen oder auf andere ihnen geeignet erscheinende Weise auszuführen.

(2) Für eine amtliche oder behördliche Tätigkeit, die nach den Gesetzen, Verordnungen oder sonstigen Vorschriften zur Abwanderung erforderlich ist, dürfen Gebühren nicht erhoben werden.

§ 2

(1) Das Recht der Optanten, ihre bewegliche Habe mitzunehmen, erstreckt sich nicht auf:

a) Feuerwaffen mit Ausnahme von Jagdgewehren und Revolvern, deren Besitz nach den Landesgesetzen gestattet ist,
b) Sprengstoffe,
c) Landwirtschaftliche Erzeugnisse, die am Tage des Überganges der Staatshoheit und der Auswanderung der öffentlichen Bewirtschaftung unterliegen.

(2) Das Recht zur Mitnahme der beweglichen Habe darf nicht mißbräuchlich ausgeübt werden. Es darf insbesondere nicht zur Entblößung produktiver Unternehmungen von ihrem Betriebsmaterial führen; auch übermäßige Aufkäufe im Hinblick auf die Auswanderung sind verboten.

§ 3

(1) Die Behörden dürfen von auswandernden Optanten zum Beweise ihres Eigentums an den auszuführenden Gegenständen die Abgabe einer eidesstattlichen Versicherung fordern. Es können auch andere Beweismittel verlangt werden, wenn wegen der Art oder Menge der Gegenstände begründeter Verdacht besteht, daß sie nicht im Eigentume des Optanten stehen.

(2) Die Verletzung der Eidespflicht oder die Abgabe einer falschen eidesstattlichen Versicherung ist in dem andern Staate ebenso strafbar, als wenn die Eidesleistung oder die Versicherung vor einer inländischen Behörde erfolgt wäre.

(3) Die Gerichte und Staatsanwaltschaften der beiden Staaten leisten sich bei der Verfolgung der im

assistance pour la poursuite des délits mentionnés à l'alinéa 2. Le résultat des poursuites sera communiqué à l'État qui les a provoquées.

Article 36

1. — Les personnes qui ont acquis la nationalité de l'une des deux Parties contractantes par voie d'option et transfèrent leur domicile dans l'État en faveur duquel elles ont opté, sont exemptées de toute caution garantissant le paiement d'impôts futurs à l'État dont elles cessent d'être ressortissants, ainsi que de tous droits ou taxes imposés aux émigrants.

2. — De plus, elles sont exemptées de toute caution garantissant le paiement du *Reichsnotopfer*, ainsi que de la *danina*, dans le cas où celle-ci serait introduite en Haute Silésie polonaise.

3. — L'impôt est futur au sens de l'alinéa 1, quand les conditions requises par la loi pour la naissance du droit de l'État à l'impôt ne se réalisent qu'après la fin du mois pendant lequel l'émigration a lieu.

Article 37

Les personnes ayant le droit d'opter qui, pendant le délai prévu pour l'option, perdent, pour une raison étrangère à l'option, leur nationalité au profit de la nationalité qu'elles auraient pu acquérir en optant, bénéficient des mêmes droits que ceux que les articles 33 à 36 confèrent aux personnes qui ont opté. Le délai fixé à l'article 33, alinéa 1, court dans ce cas à dater de la perte de la nationalité.

Article 38

L'organisation pratique de l'émigration et de l'immigration des personnes qui ont opté sera réglée, s'il y a lieu, par voie d'accord entre les deux Gouvernements.

Article 39

Les Parties contractantes s'engagent à n'apporter aucune entrave à l'exercice du droit d'option prévu dans la présente Convention, permettant aux intéressés d'acquérir soit la nationalité allemande, soit la nationalité polonaise.

Titre IV

Droit de conserver le domicile

Article 40

1. — Les personnes qui, à la date du transfert de la souveraineté, sont domiciliées dans la par-

Abs. 2 bezeichneten strafbaren Handlungen unmittelbar Rechtshilfe. Von dem Ergebnis des Verfahrens ist dem antragstellenden Staate Mitteilung zu machen.

Artikel 36

(1) Personen, die in Ausübung des Optionsrechts die Staatsangehörigkeit eines der vertragschließenden Teile erworben haben, und ihren Wohnsitz in den Staat verlegen, für den sie optiert haben, sind von jeder Sicherheitsleistung für künftige Steueransprüche des Staates, dessen Staatsangehörigkeit sie durch die Option verlieren, sowie von der Erhebung von Steuern und Abgaben für Auswanderer befreit.

(2) Sie sind ferner von jeder Sicherheitsleistung für das Reichsnotopfer und für die Danina, falls diese in Polnisch-Oberschlesien eingeführt werden sollte, befreit.

(3) Künftige Steueransprüche im Sinne des Abs. 1 sind Steueransprüche, die nicht bis zum Ablaufe des Monats, in dem die Abwanderung erfolgt, entstanden sind.

Artikel 37

Optionsberechtigte, die innerhalb der Optionsfrist ihre Staatsangehörigkeit aus anderen Gründen als durch die Ausübung ihres Optionsrechts zu Gunsten der Staatsangehörigkeit verlieren, die sie durch die Option erworben hätten, haben die in den Artikeln 33 bis 36 den Optanten gegebenen Rechte. Die im Artikel 33 Abs. 1 bezeichnete Frist beginnt in diesem Falle mit dem Tage des Verlustes der Staatsangehörigkeit.

Artikel 38

Die technische Durchführung des Abzugs und Zuzugs der Optanten wird erforderlichenfalls durch Vereinbarung der beiden Regierungen geregelt werden.

Artikel 39

Die vertragschließenden Teile verpflichten sich, die Ausübung des in diesem Abkommen vorgesehenen Optionsrechts, kraft dessen es den berechtigten Personen freisteht, die deutsche Reichsangehörigkeit oder die polnische Staatsangehörigkeit zu erwerben oder nicht, durch keinerlei Hindernisse zu beeinträchtigen.

Titel IV

Wohnrecht

Artikel 40

(1) Die Personen, die zur Zeit des Überganges der Staatshoheit ihren Wohnsitz in Polnisch-Oberschlesien

tie polonaise du territoire plébiscité et ont opté pour la nationalité allemande sans changer de domicile, ainsi que les ressortissants allemands qui ont établi leur domicile dans la partie polonaise du territoire plébiscité entre le 2 janvier 1908 et le 1er janvier 1922, ont le droit de conserver leur domicile en Haute Silésie polonaise pendant quinze ans à dater du transfert de la souveraineté.

2. — Il en est de même des personnes qui, sans avoir exercé leur droit d'option en faveur de l'Allemagne, ont, pendant le délai d'option, acquis d'une autre manière la nationalité allemande et perdu la nationalité polonaise, tout en conservant leur domicile en Haute Silésie polonaise.

Article 41

1. — Les Polonais ressortissants allemands qui, à la date du transfert de la souveraineté, sont domiciliés dans la partie allemande du territoire plébiscité et ont opté pour la nationalité polonaise sans transférer leur domicile en Pologne, ont le droit de conserver leur domicile dans la partie allemande du territoire plébiscité pendant quinze ans à dater du transfert de la souveraineté.

2. — Il en est de même des personnes qui, sans avoir exercé leur droit d'option en faveur de la Pologne, ont, pendant le délai d'option, acquis d'une autre manière la nationalité polonaise et perdu la nationalité allemande, tout en conservant leur domicile dans la partie allemande du territoire plébiscité.

3. — La disposition de l'alinéa 1 s'applique à tous les autres ressortissants polonais qui, à la date du transfert de la souveraineté, sont domiciliés dans la partie allemande du territoire plébiscité et l'ont été au moins depuis le 1er janvier 1922.

Article 42

1. — Le droit du mari de conserver son domicile s'étend à son épouse; celui des parents, à leurs enfants légitimes mineurs; celui de la mère, à ses enfants illégitimes mineurs; celui de leur représentant légal, aux orphelins mineurs.

2. — Dans les cas où le Code civil allemand reconnaît à des mineurs la faculté d'établir eux-mêmes un domicile, c'est ce domicile qu'ils pourront conserver.

3. — Ont un droit propre de conserver leur domicile: l'épouse, à partir du moment où son mariage est dissous, et les enfants, à partir du moment où ils atteignent l'âge de la majorité.

haben und die für Deutschland optiert haben, ohne ihren Wohnsitz nach dort zu verlegen, sowie die deutschen Reichsangehörigen, die ihren Wohnsitz zwischen dem 2. Januar 1908 und dem 1. Januar 1922 in Polnisch-Oberschlesien begründet haben, sind berechtigt, ihren Wohnsitz in Polnisch-Oberschlesien während eines Zeitraums von fünfzehn Jahren vom Übergange der Staatshoheit ab zu behalten.

(2) Das gleiche gilt für die Personen, die ihr Recht, für Deutschland zu optieren, nicht ausgeübt, jedoch innerhalb der Optionsfrist auf andere Weise die deutsche Reichsangehörigkeit unter Verlust der polnischen Staatsangehörigkeit erworben und ihren Wohnsitz in Polnisch-Oberschlesien behalten haben.

Artikel 41

(1) Polen deutscher Reichsangehörigkeit, die zur Zeit des Überganges der Staatshoheit ihren Wohnsitz im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets haben und die für Polen optiert haben, ohne ihren Wohnsitz nach Polen zu verlegen, sind berechtigt, ihren Wohnsitz im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets während eines Zeitraums von fünfzehn Jahren vom Übergange der Staatshoheit ab zu behalten.

(2) Das gleiche gilt für Personen, die ihr Recht, für Polen zu optieren, nicht ausgeübt, jedoch innerhalb der Optionsfrist auf andere Weise die polnische Staatsangehörigkeit unter Verlust der deutschen Reichsangehörigkeit erworben und ihren Wohnsitz im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets behalten haben.

(3) Die Bestimmung des Abs. 1 bezieht sich auch auf alle anderen polnischen Staatsangehörigen, die zur Zeit des Überganges der Staatshoheit ihren Wohnsitz im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets haben und spätestens seit dem 1. Januar 1922 hatten.

Artikel 42

(1) Ehefrauen teilen das Wohnrecht des Ehemannes, minderjährige eheliche Kinder das Wohnrecht der Eltern, minderjährige uneheliche Kinder das Wohnrecht der Mutter, minderjährige Waisen das Wohnrecht ihres gesetzlichen Vertreters.

(2) Insoweit Minderjährige nach den Vorschriften des Deutschen Bürgerlichen Gesetzbuchs einen eigenen Wohnsitz begründen können, ist dieser Wohnsitz für ihr Wohnrecht maßgebend.

(3) Wird die Ehe aufgelöst, oder werden minderjährige Kinder volljährig, so entsteht ein eigenes Wohnrecht der Ehefrau oder der Kinder.

Article 43

§ 1

1. — En ce qui concerne l'exercice de bonne foi de la profession ou activité lucrative à laquelle elles se livraient lors du transfert de la souveraineté, les personnes possédant le droit de conserver leur domicile ne seront soumises, sans préjudice des dispositions spéciales de la présente Convention, qu'aux restrictions légales applicables aux étrangers conformément à la législation en vigueur dans le territoire plébiscité à la date du transfert de la souveraineté. Pour le reste, ces personnes seront uniquement soumises aux lois auxquelles sont soumis les ressortissants du pays. Si la profession ou activité lucrative dépend localement d'une entreprise quelconque, le fait d'une extension de bonne foi de cette entreprise n'empêche pas l'application de la présente disposition.

2. — Il en est de même dans le cas d'une entreprise nouvellement créée, à condition qu'elle en remplace une ancienne de la même espèce et qu'on puisse admettre que le remplacement est conforme aux principes reconnus de loyauté et de confiance réciproques.

§ 2

Les dispositions du paragraphe 1 sont aussi applicables aux personnes possédant le droit de conserver leur domicile qui, après le transfert de la souveraineté, reprennent une entreprise de leurs parents qui possédaient eux-mêmes le droit de conserver leur domicile, ainsi qu'aux personnes possédant le droit de conserver leur domicile qui, à la date du transfert de la souveraineté, avaient déjà commencé à se préparer à une profession déterminée.

§ 3

Lorsque les personnes possédant le droit de conserver leur domicile abandonnent ce domicile pour s'établir dans le territoire de l'État dont elles sont ressortissants, elles sont soumises aux lois relatives à l'émigration applicables aux nationaux à la date du transfert de la souveraineté dans le territoire plébiscité, ou aux lois publiées ultérieurement, si ces dernières leur sont plus favorables. Toutefois, une caution garantissant le paiement d'impôts futurs ne pourra être exigée de ces personnes que lorsque les conditions requises pour la naissance du droit de l'État à ces impôts se réalisent au cours du trimestre pendant lequel l'émigration a lieu.

Artikel 43

§ 1

(1) Vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen dieses Abkommens unterliegen die Wohnberechtigten bei der redlichen Ausübung des Berufs oder der Erwerbstätigkeit, denen sie beim Übergange der Staatshoheit nachgingen, nur den gesetzlichen Beschränkungen, die nach den zur Zeit des Überganges der Staatshoheit im Abstimmungsgebiete geltenden Gesetzen auf Ausländer Anwendung finden. Im übrigen sind sie nur den gesetzlichen Bestimmungen unterworfen, die für die eigenen Staatsangehörigen gelten. Ist der Beruf oder die Erwerbstätigkeit mit einem Betriebe verbunden, so hindert die redliche Erweiterung des Betriebs nicht die Anwendung dieser Bestimmung.

(2) Auf die Errichtung eines neuen selbständigen Betriebs findet die Bestimmung des Abs. 1 nur Anwendung, wenn der neue Betrieb einen alten derselben Art ersetzt, und wenn anzunehmen ist, daß der Ersatz den Grundsätzen von Treu und Glauben mit Rücksicht auf die Verkehrssitte entspricht.

§ 2

Die Bestimmungen des § 1 finden auch Anwendung auf die Wohnberechtigten, die nach dem Übergange der Staatshoheit den Betrieb ihrer wohnberechtigten Eltern übernehmen, sowie auf die Wohnberechtigten, die beim Übergange der Staatshoheit die Ausbildung zu einem bestimmten Berufe bereits begonnen hatten.

§ 3

Die Wohnberechtigten sind bei der Auswanderung in den Staat, dessen Staatsangehörigkeit sie besitzen, nach den beim Übergange der Staatshoheit im Abstimmungsgebiete für Inländer geltenden Gesetzen zu behandeln oder, falls diese günstiger sind, nach den später erlassenen Gesetzen. Es kann von ihnen jedoch nur eine Sicherheitsleistung für künftige Steueransprüche verlangt werden, soweit diese Steueransprüche in dem Kalendervierteljahr entstehen, in dem die Auswanderung erfolgt.

Article 44

Le droit qu'ont des personnes de conserver leur domicile n'exclut pas le droit des Parties contractantes de leur interdire le séjour dans leur territoire pour des raisons de sécurite intérieure ou extérieure de l'État, ou pour toute autre raison de police et en particulier d'hygiène publique, de police des mœurs ou d'assistance publique.

Article 45

Le droit de conserver son domicile dans un territoire s'éteint par l'abandon du domicile dans ce territoire.

Titre V

Procédure d'option

Article 46

1. — Les autorités compétentes pour recevoir les déclarations d'option sont appelées dans la présente Convention: Bureaux des options. Ces autorités sont désignées par l'autorité centrale de chacune des Parties contractantes. Les désignations doivent être communiquées à l'autre Partie.

2. — Toute déclaration d'option doit être remise à un Bureau des options de l'État en faveur duquel intervient l'option

3. — Les Bureaux sont compétents *ratione loci;* c'est le domicile de l'optant qui décide, et, à défaut de domicile proprement dit, sa résidence.

4. — Si un Bureau des options incompétent reçoit la déclaration d'option, il doit la transmettre sans délai au Bureau compétent. La déclaration est dans ce cas censée avoir été remise le jour où le premier Bureau l'a reçue.

Article 47

1. — La déclaration d'option doit se faire soit par écrit, soit par procès-verbal. Les modèles figurant aux annexes A et B sont recommandés. La signature de la déclaration d'option écrite doit être légalisée.

2. — Il sera accusé réception de la déclaration d'option sans délai et par écrit à l'intéressé, alors même que le Bureau des options qui l'a reçue serait incompétent.

Artikel 44

Das Wohnrecht schließt das Recht der vertragschließenden Teile nicht aus, den Wohnberechtigten aus Gründen der inneren oder äußeren Sicherheit des Staates oder aus anderen polizeilichen Gründen, insbesondere aus Gründen der Gesundheits-, Sitten- oder Armenpolizei, den Aufenthalt in ihrem Gebiete zu versagen.

Artikel 45

Das Wohnrecht erlischt, wenn der Wohnberechtigte seinen Wohnsitz aus dem Gebiete, in dem er wohnberechtigt ist, verlegt.

Titel V

Optionsverfahren

Artikel 46

(1) Die Behörden, die zur Entgegennahme der Optionserklärungen zuständig sind, heißen in diesem Abkommen Optionsbehörden. Diese Behörden werden von der Zentralbehörde jedes vertragschließenden Teiles bestimmt und dem anderen Teile mitgeteilt.

(2) Die Optionserklärung wird bei der Optionsbehörde des Staates abgegeben, dessen Staatsangehörigkeit durch die Option gewählt werden soll.

(3) Die örtliche Zuständigkeit der Optionsbehörden wird durch den Wohnsitz des Optionsberechtigten zur Zeit der Abgabe der Optionserklärung bestimmt; in Ermangelung eines Wohnsitzes ist der Aufenthaltsort maßgebend.

(4) Wird die Optionserklärung vor einer örtlich unzuständigen Optionsbehörde abgegeben, so ist sie von dieser unverzüglich an die örtlich zuständige Optionsbehörde weiterzuleiten. Sie gilt in diesem Falle als an dem Zeitpunkt abgegeben, an dem die erste Optionsbehörde sie erhalten hat.

Artikel 47

(1) Die Optionserklärung ist in schriftlicher Form oder zu Protokoll abzugeben. Die in Anlage A und B beigefügten Muster werden empfohlen. Die Unterschrift unter der schriftlichen Optionserklärung muß amtlich beglaubigt sein.

(2) Dem Optanten ist die Abgabe seiner Optionserklärung unverzüglich schriftlich zu bestätigen, auch wenn die Optionsbehörde, vor der sie abgegeben worden ist, örtlich nicht zuständig war.

Article 48

1. — Une personne qui a fait sa déclaration d'option peut en demander l'annulation pendant deux mois si, au moment où elle a fait sa déclaration, elle ne jouissait pas de toute la liberté de sa volonté pour cause de maladie mentale, d'ivresse ou de menaces, ou en raison d'une pression illicite de la part d'une autorité.

2. — La demande d'annulation doit être adressée au Bureau qui a reçu la déclaration d'option.

Article 49

§ 1

1. — Les deux Gouvernements s'aviseront réciproquement de toutes les déclarations d'option reçues par leurs Bureaux des options, deux semaines au plus après leur réception. Les détails seront fixés, s'il y a lieu, par voie d'accord spécial entre les deux Gouvernements.

2. — Les déclarations d'option remises aux Bureaux allemands seront, en attendant, portées à la connaissance du Voïvode de Silésie, et celles qui auront été remises aux Bureaux polonais seront portées à la connaissance du *Regierungspräsident* à Oppeln.

3. — Chaque Gouvernement peut, pendant un mois à dater de la réception de l'avis, contester le droit d'option auprès du Bureau de l'autre État qui a reçu la déclaration d'option.

§ 2

1. — Si les conditions requises pour la validité de l'option se trouvent remplies, le Bureau des options délivre à l'optant un Acte d'option. Le modèle figurant à l'annexe C est recommandé. L'Acte d'option doit faire mention des membres de la famille auxquels l'option étend ses effets. La date de la délivrance de l'Acte d'option doit être indiquée sur l'Acte lui-même par le fonctionnaire qui le remet à l'intéressé.

2. — L'option déploie ses effets à dater de la délivrance de l'Acte d'option.

Article 50

Seront suspendus pendant la période comprise entre la remise de la déclaration d'option et la délivrance de l'Acte d'option, les obligations de service militaire, les droits politiques, ainsi que

Artikel 48

(1) Der Optant kann die Optionserklärung binnen zwei Monaten nach ihrer Abgabe anfechten, wenn seine freie Willensbestimmung bei Abgabe der Erklärung durch Geisteskrankheit, Trunkenheit, Bedrohung oder durch unzulässigen behördlichen Druck beeinträchtigt war.

(2) Die Anfechtung erfolgt durch Erklärung gegenüber der Optionsbehörde, bei der die Optionserklärung abgegeben worden ist.

Artikel 49

§ 1

(1) Beide Regierungen werden sich gegenseitig von allen bei ihren Optionsbehörden abgegebenen Optionserklärungen spätestens zwei Wochen nach ihrem Eingang Mitteilung machen. Das nähere wird erforderlichenfalls durch besondere Vereinbarung der Regierungen geregelt werden.

(2) Bis dahin werden die bei deutschen Optionsbehörden abgegebenen Optionserklärungen dem Wojewoden von Schlesien, die bei polnischen Optionsbehörden abgegebenen Optionserklärungen dem Regierungspräsidenten in Oppeln mitgeteilt.

(3) Jede Regierung hat das Recht, während eines Monats nach Eingang der Mitteilung Einspruch gegen das Optionsrecht bei der Optionsbehörde, bei der die Optionserklärung abgegeben worden ist, zu erheben.

§ 2

(1) Sind die Voraussetzungen für eine gültige Option erfüllt, so händigt die Optionsbehörde dem Optanten eine Optionsurkunde aus. Das Muster in der Anlage C wird empfohlen. In der Urkunde sollen auch die Familienmitglieder aufgeführt werden, auf die sich die Wirkung der Option erstreckt. Der Tag der Aushändigung soll von dem zustellenden Beamten auf der Optionsurkunde vermerkt werden.

(2) Die Wirkungen der Option treten mit der Aushändigung der Optionsurkunde ein.

Artikel 50

In der Zeit zwischen der Abgabe der Optionserklärung und der Aushändigung der Optionsurkunde ruhen die militärische Dienstpflicht der Optanten, ihre politischen Rechte, sowie ihre Fähigkeit

la capacité d'assumer des fonctions publiques honorifiques ; toutefois, la suspension des droits politiques et l'incapacité d'assumer des fonctions publiques honorifiques ne datent que du jour où l'autorité compétente du pays auquel l'optant renonce en a avisé celui-ci.

Article 51

Toute l'activité des autorités et des bureaux en ce qui concerne les options, ainsi que les attestations destinées à prouver le droit d'option, sont gratuites, sans préjudice toutefois du droit des notaires de percevoir des taxes.

Article 52

Les parties contractantes donneront à leurs fonctionnaires les instructions nécessaires pour qu'ils activent autant que possible la procédure d'option et notamment l'établissement des pièces attestant la nationalité avant et après le transfert de la souveraineté.

Article 53

Dans le cas où la délivrance d'un Acte d'option aurait été obtenue par faux, par corruption, par violation de serment ou d'une déclaration tenant lieu de serment, ou par toute autre manœuvre dolosive, l'État en faveur duquel l'option est déclarée par cet Acte pourra l'annuler. Cette annulation aura effet rétroactif et devra être notifiée officiellement aux intéressés; elle sera portée à la connaissance de l'autre Gouvernement.

Article 54

Les dispositions du présent titre sont applicables *mutatis mutandis* à la renonciation à la nationalité polonaise.

Titre VI

Voies de recours

Article 55

1. — Pour résoudre les différends relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des dispositions de la présente partie, on créera auprès du Tribunal arbitral une Commission de conciliation en matière de nationalité.

2. — Cette Commission sera composée d'un délégué de chacun des deux Gouvernements.

zur Bekleidung öffentlicher Ehrenämter; das Ruhen der politischen Rechte und der Fähigkeit zur Bekleidung der Ehrenämter beginnt jedoch erst zu dem Zeitpunkte, an dem die zuständige Behörde des Staates, dessen Staatsangehörigkeit durch die Option verloren wird, den Optanten eine entsprechende Eröffnung zustellt.

Artikel 51

Die gesamte amtliche und behördliche Tätigkeit im Optionsverfahren, sowie die Ausstellung von Bescheinigungen zum Nachweise des Optionsrechts, wird unbeschadet des Rechts der Notare zur Gebührenerhebung unentgeltlich geleistet.

Artikel 52

Die vertragschließenden Teile werden die erforderlichen Anweisungen geben, daß die das Optionsverfahren betreffenden Amtshandlungen, insbesondere auch die Ausstellung der Bescheinigungen über die Staatsangehörigkeit vor und nach dem Übergange der Staatshoheit, nach Möglichkeit beschleunigt werden.

Artikel 53

Ist die Ausstellung einer Optionsurkunde durch Urkundenfälschung, Bestechung, Verletzung der Eidespflicht oder durch arglistige Täuschung erschlichen worden, so ist der Staat, zu dessen Gunsten das Optionsrecht ausgeübt worden ist, berechtigt, die Optionsurkunde für ungültig zu erklären. Die Ungültigkeitserklärung hat rückwirkende Kraft und ist den beteiligten Personen zuzustellen; sie ist der Regierung des anderen Staates mitzuteilen.

Artikel 54

Die Bestimmungen dieses Titels finden auf den Verzicht auf die polnische Staatsangehörigkeit entsprechende Anwendung.

Titel VI

Rechtsmittel

Artikel 55

(1) Zur Beilegung der Streitigkeiten über die Auslegung und Ausführung der Bestimmungen dieses Teils wird bei dem Schiedsgericht eine Schlichtungsstelle für Staatsangehörigkeitsfragen gebildet.

(2) Die Schlichtungsstelle besteht aus einem Beauftragten jeder der beiden Regierungen.

Article 56

§ 1

Peut en appeler à la Commission de conciliation en matière de nationalité, toute personne qui, en vertu de dispositions de la présente partie,

1° revendique ou nie la nationalité polonaise ou la nationalité allemande, si une autorité administrative ou militaire refuse de reconnaître ses allégations concernant sa nationalité ;

2° revendique le droit d'option ou le droit de conserver son domicile, si l'autorité compétente refuse de reconnaître l'un de ces droits ;

3° prétend, par suite de mesures prises par une autorité, être lésée dans les droits résultant de son option ou de son droit de conserver son domicile. Cette disposition s'applique également aux personnes qui, pendant le délai prévu pour l'option, perdent leur nationalité au profit de la nationalité qu'elles auraient pu acquérir en optant ;

4° a demandé l'annulation de sa déclaration d'option, si le Bureau des options a rejeté sa demande.

5° fait valoir que sa nationalité n'a pas encore été déterminée par l'autorité compétente trois mois après que la question de nationalité s'est posée devant celle-ci, ou fait valoir qu'elle n'a pas reçu son Acte d'option trois mois après la remise de sa déclaration d'option.

§ 2

Les personnes qui, conformément aux dispositions de la présente partie, peuvent faire valablement des déclarations pour d'autres personnes, peuvent également en appeler en faveur de ces personnes à la Commission de conciliation en matière de nationalité.

Article 57

1. — Sitôt saisie d'une affaire, la Commission de conciliation en matière de nationalité en informe les deux Agents d'État. Elle doit s'employer à aplanir les difficultés et doit éclaircir autant que possible les circonstances de l'affaire.

2. — Si l'autorité administrative compétente en matière de nationalité n'a pas encore pris position, la Commission de conciliation lui soumettra l'affaire pour avis, à la demande de l'un de ses deux membres.

Artikel 56

§ 1

Die Schlichtungsstelle kann anrufen, wer auf Grund der Bestimmungen dieses Teiles:

1. die deutsche oder die polnische Staatsangehörigkeit in Anspruch nimmt oder bestreitet, wenn eine Verwaltungsbehörde oder eine Militärbehörde seine Behauptungen über die Staatsangehörigkeit nicht anerkennt;
2. das Recht zu optieren oder das Wohnrecht in Anspruch nimmt, wenn die zuständige Behörde diese Rechte nicht anerkennt;
3. durch die Maßnahmen einer Behörde in den Rechten verletzt zu sein behauptet, die ihm als Optanten oder Wohnberechtigten zustehen. Dies gilt auch für Personen, die innerhalb der Optionsfrist ihre Staatsangehörigkeit zugunsten der Staatsangehörigkeit verlieren, die sie durch Ausübung des Optionsrechtes erworben hätten;
4. seine Optionserklärung angefochten hat, wenn die Optionsbehörde die Anfechtung zurückgewiesen hat;
5. geltend macht, daß die Feststellung seiner Staatsangehörigkeit von der zuständigen Behörde nicht binnen drei Monaten erledigt worden ist, oder daß er drei Monate nach Abgabe der Optionserklärung die Optionsurkunde nicht erhalten hat.

§ 2

Die Personen, die gemäß den Bestimmungen dieses Teiles Erklärungen mit Wirkung für Dritte abgeben, sind ebenfalls berechtigt, zugunsten dieser Dritten die Schlichtungsstelle anzurufen.

Artikel 57

(1) Sobald die Schlichtungsstelle angerufen worden ist, teilt sie dies den beiden Staatsvertretern mit. Sie hat auf eine Beilegung der Streitigkeiten hinzuwirken und, soweit als möglich, den Sachverhalt aufzuklären.

(2) Hat die für die Feststellung der Staatsangehörigkeit zuständige Behörde zu dem Falle noch nicht Stellung genommen, so legt die Schlichtungsstelle ihr auf Antrag eines ihrer Mitglieder die Angelegenheit zur Äußerung vor.

3. — Le recours à la Commission de conciliation n'empêche pas les autorités compétentes du pays de décider sur le fond de l'affaire.

4. — Les autorités judiciaires et administratives doivent assistance à la Commission de conciliation.

Article 58

1. — Si la Commission de conciliation en matière de nationalité déclare aux intéressés qu'elle ne peut aplanir les difficultés, elle soumettra, à la demande d'un des intéressés, l'affaire au Tribunal arbitral.

2. — Dès qu'un des Agents d'État le demande, l'affaire doit être soumise au Tribunal arbitral.

3. — Lorsque l'affaire aura été soumise au Tribunal arbitral, l'Agent d'État sera tenu d'informer de ce fait l'autorité qui s'occupe de l'affaire. A partir de ce moment, celle-ci devra s'abstenir de toute décision relative à la question au sujet de laquelle le Tribunal arbitral aura à statuer.

Article 59

Dans les articles 55 à 58, le mot autorités ne comprend ni les tribunaux, ni les tribunaux administratifs, ni les autorités administratives qui ne reçoivent pas d'ordres par la voie hiérarchique.

Article 60

Si, au cas prévu à l'article 49, paragraphe 1, alinéa 3, les deux Gouvernements ne sont pas d'accord en ce qui concerne le droit d'option d'une personne, le Tribunal arbitral décidera sur la demande de l'un des deux Gouvernements.

Article 61

Si, au cas prévu à l'article 53, l'intéressé fait opposition à l'annulation de son Acte d'option trente jours au plus après que l'annulation lui a été notifiée, le Tribunal arbitral sera compétent pour décider.

Article 62

Les demandes en dommages-intérêts basées sur la violation de droits reconnus et protégés par des dispositions de la présente partie, ne rentrent pas dans la compétence du Tribunal arbitral.

Article 63

Lorsque la nationalité a été constatée par une décision, définitive et produisant ses effets *erga omnes*, d'un tribunal administratif, le Tribunal arbitral n'est pas compétent pour statuer sur la nationalité, même en cas d'évocation.

(3) Die zuständigen Landesbehörden werden durch die Anrufung der Schlichtungsstelle nicht gehindert, in der Sache selbst zu entscheiden.

(4) Die Gerichte und Verwaltungsbehörden haben der Schlichtungsstelle Amtshilfe zu leisten.

Artikel 58

(1) Erklärt die Schlichtungsstelle den Beteiligten, daß sie die Streitigkeit nicht beilegen kann, so legt sie die Angelegenheit auf Antrag eines Beteiligten dem Schiedsgerichte vor.

(2) Die Angelegenheit ist dem Schiedsgerichte vorzulegen, sobald ein Staatsvertreter es beantragt.

(3) Wenn die Angelegenheit dem Schiedsgerichte vorgelegt worden ist, hat der Staatsvertreter dies der Behörde mitzuteilen, die mit der Sache befaßt ist. Diese hat sich von der Mitteilung an jeder Entscheidung über die Frage zu enthalten, über die das Schiedsgericht zu entscheiden hat.

Artikel 59

In den Artikeln 55 bis 58 bezieht sich das Wort Behörden weder auf die Gerichte noch auf Verwaltungsgerichte noch auf solche Verwaltungsbehörden, die keine Weisungen von einer vorgesetzten Behörde erhalten.

Artikel 60

Vermögen sich im Falle des Artikels 49 § 1 Abs. 3 die beiden Regierungen über die Optionsberechtigung einer Person nicht zu einigen, so entscheidet auf Antrag einer der beiden Regierungen das Schiedsgericht.

Artikel 61

Wenn im Falle des Artikels 53 die beteiligte Person der Ungültigkeitserklärung ihrer Optionsurkunde innerhalb dreißig Tagen nach der Zustellung der Ungültigkeitserklärung widerspricht, ist das Schiedsgericht zuständig zur Entscheidung über den Widerspruch.

Artikel 62

Die Klagen auf Schadensersatz, die auf die Verletzung der durch die Bestimmungen dieses Teiles gewährten Rechte gestützt werden, gehören nicht zur Zuständigkeit des Schiedsgerichts.

Artikel 63

Wenn die Staatsangehörigkeit durch das Urteil eines Verwaltungsgerichts mit absoluter Rechtskraft festgestellt worden ist, kann das Schiedsgericht, auch nicht im Wege der Evokation, über diese Staatsangehörigkeit entscheiden.

Annexe A (Article 47)

Anlage A
(Artikel 47)

Déclaration d'option

Conformément à la Convention germano-polonaise relative à la Haute Silésie du 15 mai 1922,

je déclare opter pour la nationalité.....
Prénoms et nom: .....
Date de naissance: .....

Prénoms et nom des parents: .....
Profession: .....
Domicile à la date du transfert de la souveraineté: .....
Domicile à la date de la déclaration d'option: .....
Nationalité à la veille du transfert de la souveraineté: .....
Nationalité à la date de la déclaration d'option: .....

La déclaration d'option étend ses effets aux personnes suivantes:

1. Mon épouse[1] (prénoms et nom, ainsi que nom de jeune fille) .....
   née le ..... à .....
2. Les enfants[2] (prénoms et nom, lieu et date de naissance) .....

Je présente à l'appui de mon droit d'option les documents suivants[3]: acte de naissance; le cas échéant, acte de baptême; acte de mariage; attestations de nationalité et de domicile.

Je demande qu'un Acte d'option me soit délivré.

Lieu et date: .....
Signature de l'optant: .....
(Légalisation).

[1]) La déclaration d'option n'étend ses effets à la femme que si le mariage n'est pas dissous au moment de la déclaration d'option.

[2]) La déclaration d'option n'étend ses effets aux enfants mineurs qui atteignent l'âge de dix-huit ans révolus avant l'expiration du délai d'option, que s'ils ne contestent pas l'option, en ce qui les concerne, avant l'expiration de ce délai.

[3]) A défaut de documents, il est permis de donner le nom de témoins ou de faire une déclaration solennelle tenant lieu de serment.

Optionserklärung

Auf Grund des deutsch-polnischen Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 optiere ich:

für .....
Vor- und Zuname: .....
Datum der Geburt: .....
Ort der Geburt: .....
Vor- und Zuname der Eltern: .....
Beruf: .....
Wohnsitz am Tage des Überganges der Staatshoheit: .....
Wohnsitz am Tage der Optionserklärung: .....
.....
Staatsangehörigkeit am Tage vor dem Übergange der Staatshoheit: .....
Staatsangehörigkeit am Tage der Optionserklärung: .....

Die Optionserklärung erstreckt sich auf folgende Personen:

1. Meine Ehefrau[1]) (Vor- und Zuname sowie Mädchenname): .....
   geboren am ..... in .....
2. folgende Kinder[2]) (Vor- und Zuname, Ort und Datum der Geburt): .....

Zur Begründung meines Optionsrechts lege ich folgende Urkunden[3]) vor:
(Geburtsschein, gegebenenfalls Taufschein, Heiratsurkunde, Belege für die Staatsangehörigkeit, Belege für den Wohnsitz).

Ich bitte um Aushändigung einer Optionsurkunde.

Ort und Datum: .....
Unterschrift des Optionsberechtigten .....
(Beglaubigung)

[1]) Die Optionserklärung erstreckt sich auf die Ehefrau nur, wenn die Ehe zur Zeit der Abgabe der Optionserklärung noch besteht.

[2]) Die Optionserklärung erstreckt sich auf Kinder, die bis zum Tage des Ablaufs der Optionsfrist das achtzehnte Lebensjahr vollendet haben, nur, wenn sie nicht vor Ablauf dieser Frist die Option für ihre Person widerrufen.

[3]) In Ermangelung von Urkunden ist Benennung von Zeugen oder Abgabe einer eidesstattlichen Versicherung zulässig.

Annexe B (Article 47)

Procès-verbal

Nom et siège de l'autorité : .....
Registre journalier N°.....

Par devant le fonctionnaire soussigné, a comparu
M..... (prénoms et nom).....
Nationalité à la date de la déclaration d'option : .....
Nationalité à la veille du transfert de la souveraineté : .....
Profession : .....
Né le ..... à ..... (cercle, État).

Fils / Fille de..... (prénoms et nom des parents)....
Domicilié à ..... (cercle, État).
Connu personnellement — qui justifie de son identité par ..... et a déclaré :

« Conformément à la Convention germano-polonaise relative à la Haute Silésie du 15 mai 1922, je déclare opter pour la nationalité.....
.....

La déclaration d'option étend ses effets aux personnes suivantes :

1. Mon épouse [1] (prénoms et nom, ainsi que nom de jeune fille).....
.....

2. Les enfants [2] (prénoms et nom, lieu et date de naissance) .....

Je présente à l'appui de mon droit d'option, les documents suivants [3] : acte de naissance ; le cas échéant, acte de baptême ; acte de mariage ; attestations de la nationalité et du domicile.

Je demande qu'un Acte d'option me soit délivré. »

Lieu et date : .....
Signature du fonctionnaire : .....

[1]) La déclaration d'option n'étend ses effets à la femme que si le mariage n'est pas dissous au moment de la déclaration d'option.

[2]) La déclaration d'option n'étend ses effets aux enfants mineurs qui atteignent l'age de dix-huit ans révolus avant l'expiration du délai d'option, que s'ils ne contestent pas l'option, en ce qui les concerne, avant, l'expiration de ce délai.

[3]) A défaut de documents, il est permis de donner le nom de témoins ou de faire une déclaration solennelle tenant lieu de serment.

Anlage B
(Artikel 47)

Protokoll

Name und Sitz der Behörde: .....
Tgb.-Nr.: .....
Es erscheint Herr—Frau (Vor- und Zuname):
.....
Staatsangehörigkeit am Tage der Optionserklärung: .....
Staatsangehörigkeit am Tage vor dem Übergange der Staatshoheit: .....
Beruf: .....
geboren am ..... in .....
(Kreis, Land) .....
Sohn — Tochter des (Vor- und Zunahme der Eltern): .....
in ..... (Kreis, Land) .....
der Person nach bekannt, — der sich über seine Person durch ..... ausweist — vor dem unterzeichneten Beamten und erklärt:

Auf Grund des deutsch-polnischen Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 optiere ich
für .....

Die Optionserklärung erstreckt sich auf nachstehende Personen:

1. Meine Ehefrau[1]) (Vor- und Zuname sowie Mädchenname): .....
geboren am ..... in .....
2. folgende Kinder[2]) (Vor- und Zuname und Datum der Geburt): .....

Zur Begründung meines Optionsrechts lege ich folgende Urkunden[3]) vor:
(Geburtsschein, gegebenenfalls Taufschein, Heiratsurkunde, Belege für die Staatsangehörigkeit, Belege für den Wohnsitz).

Ich bitte um Aushändigung einer Optionsurkunde.

Ort und Datum: .....
Unterschrift des Beamten.

[1]) Die Optionserklärung erstreckt sich auf die Ehefrau nur, wenn die Ehe zur Zeit der Abgabe noch besteht.

[2]) Die Optionserklärung erstreckt sich auf solche Kinder, die bis zum Tage des Ablaufs der Optionsfrist das achtzehnte Lebensjahr vollenden, nur, wenn sie die Option nicht vor Ablauf dieser Frist für ihre Person widerrufen.

[3]) In Ermangelung von Urkunden ist Benennung von Zeugen oder Abgabe einer eidesstattlichen Versicherung zulässig.

Annexe C
(Article 49, paragraphe 2)

N° matricule
.....

Acte d'option

Conformément à la Convention germano-polonaise relative à la Haute Silésie du 15 mai 1922.

M .....

Nom et prénoms : .....

Date de naissance : .....

Lieu de naissance : .....

Profession : .....

Domicile : .....

par déclaration écrite remise le .....

..... à (autorité) .....

par déclaration consignée par procès-verbal le ..... auprès de (autorité) .....

.....

a opté pour la nationalité .....

et a, par cette déclaration, à dater de la délivrance du présent Acte, acquis la nationalité : .....

En vertu de la déclaration d'option, ont acquis la même nationalité :

1. Son épouse..... née le..... à.....
2. Les enfants..... nés le..... à.....

Cachet de l'autorité : Signature et position du fonctionnaire :

Cet Acte a été délivré par moi

à M.....

le..... à.....

Signature et position du fonctionnaire qui a notifié l'Acte d'option :

Anlage C
(Artikel 49 § 2)

Registernummer
.....

Optionsurkunde

Auf Grund des deutsch-polnischen Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 hat der

Vor- und Zuname: .....

Datum der Geburt: .....

Ort der Geburt: .....

Beruf: .....

Wohnsitz: .....

durch die am ..... bei — vor der (Behörde) .....

eingegangenen Erklärung — zu Protokoll abgegebene Erklärung —

für .....

optiert und dadurch mit dem Tage der Aushändigung dieser Urkunde die ..... Staatsangehörigkeit erworben.

Auf Grund der Optionserklärung haben die gleiche Staatsangehörigkeit erworben:

1. seine Ehefrau: .....
   geboren am ..... in .....
2. folgende Kinder: .....
   geboren am ..... in .....

Stempel der Behörde.

Unterschrift und Dienststellung des Beamten.

Diese Urkunde ist

de .....

am ..... in .....

durch mich ausgehändigt worden.

Unterschrift und Dienststellung des Zustellungsbeamten.

Troisième partie

Protection des Minorités

Titre premier

Considérant que la Conférence des Ambassadeurs a décidé, en date du 20 octobre 1921:

1° que le Traité concernant la protection des minorités, etc. conclu le 28 juin 1919 entre les Etats-Unis d'Amerique, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, d'une part, et la Pologne, d'autre part, est applicable dans la partie de la Haute Silésie reconnue comme faisant définitivement partie de la Pologne ;

2° que l'équité ainsi que le maintien de la vie économique de la Haute Silésie demandent que le Gouvernement allemand soit tenu d'accepter, au moins pour la période transitoire de quinze ans à dater de l'attribution définitive du territoire, des stipulations correspondant aux articles 1, 2, 7, 8, 9 (alinéas 1 et 2), 10, 11 et 12 du dit Traité, pour ce qui concerne la partie de la Haute Silésie reconnue comme faisant définitivement partie de l'Allemagne;

3° que les stipulations de l'accord qui sera conclu entre les Gouvernements allemand et polonais en vue de la mise en pratique des principes ci-dessus énoncés, constituent des obligations d'intérêt international pour l'Allemagne et pour la Pologne et seront placées sous la garantie de la Société des Nations de la même façon que les stipulations du Traité du 28 juin 1919,

les deux Parties contractantes ont convenu des stipulations suivantes:

Article 64

Le Gouvernement allemand accepte pour la période transitoire de quinze ans les stipulations suivantes applicables dans la partie allemande du territoire plébiscité.

Le Gouvernement polonais se réfère aux stipulations suivantes du Traité du 28 juin 1919 applicables de plein droit dans la partie polonaise du territoire plébiscité.

Article 65

(Article 1 du Traité des minorités du 28 juin 1919)

L'Allemagne s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 66 à 68 soient reconnues comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles.

La Pologne s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 66 à 68 soient reconnues comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles.

Article 66

(Article 2 du Traité des minorités du 28 juin 1919)

1. — Le Gouvernement allemand s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion.

2. — Tous les habitants auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi,

1. — Le Gouvernement polonais s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion.

2. — Tous les habitants de la Pologne auront droit au libre exercice, tant public que privé, de

Teil III

Schutz der Minderheiten

Titel I

In der Erwägung, daß die Botschafterkonferenz am 20. Oktober 1921 entschieden hat:

1. daß der am 28. Juni 1919 zwischen den Vereinigten Staaten von Amerika, dem Britischen Reiche, Frankreich, Italien, Japan einerseits und Polen andererseits geschlossene Vertrag über den Schutz der Minderheiten usw. in dem endgültig als Bestandteil Polens anerkannten Teile Oberschlesiens Anwendung findet;
2. daß es eine Forderung sowohl der Billigkeit wie der Aufrechterhaltung des wirtschaftlichen Lebens in Oberschlesien ist, daß die deutsche Regierung gehalten ist, wenigstens für die Übergangszeit von fünfzehn Jahren nach der endgültigen Zuteilung des Gebiets den Artikeln 1, 2, 7, 8, 9 (Abs. 1 und 2), 10, 11, 12 des genannten Vertrags entsprechende Bestimmungen in dem endgültig als Bestandteil Deutschlands anerkannten Teile Oberschlesiens anzunehmen;
3. daß die Bestimmungen des Abkommens, das zum Zwecke der tatsächlichen Durchführung der bezeichneten Grundsätze zwischen der deutschen Regierung und der polnischen Regierung zu schließen ist, für Deutschland und Polen Verpflichtungen internationalen Interesses begründen und ebenso unter die Garantie des Völkerbundes gestellt werden sollen wie die Bestimmungen des Vertrags vom 28. Juni 1919,

haben die vertragschließenden Teile folgende Bestimmungen vereinbart:

Artikel 64

Die deutsche Regierung nimmt für die Übergangszeit von fünfzehn Jahren folgende Bestimmungen an, die im deutschen Teile des Abstimmungsgebiets Anwendung finden sollen.

Die polnische Regierung bezieht sich auf die folgenden Bestimmungen des Vertrags vom 28. Juni 1919, die von Rechts wegen im polnischen Teile des Abstimmungsgebiets Anwendung finden werden.

Artikel 65

(Artikel 1 des Minderheitsvertrags vom 28. Juni 1919)

Deutschland verpflichtet sich, die in den Artikeln 66 bis 68 enthaltenen Bestimmungen als Grundgesetze anzuerkennen, mit der Wirkung, daß kein Gesetz, keine Verordnung und keine amtliche Handlung im Gegensatz oder Widerspruch zu ihnen stehen, und daß kein Gesetz, keine Verordnung und keine amtliche Handlung gegen sie Geltung beanspruchen darf.

Polen verpflichtet sich, die in den Artikeln 66 bis 68 enthaltenen Bestimmungen als Grundgesetze anzuerkennen, mit der Wirkung, daß kein Gesetz, keine Verordnung und keine amtliche Handlung im Gegensatz oder Widerspruch zu ihnen stehen, und daß kein Gesetz, keine Verordnung und keine amtliche Handlung gegen sie Geltung beanspruchen darf.

Artikel 66

(Artikel 2 des Minderheitsvertrags vom 28. Juni 1919)

(1) Die deutsche Regierung verpflichtet sich, allen Einwohnern ohne Unterschied der Geburt, der Staatsangehörigkeit, der Sprache, des Volkstums und der Religion den umfassendsten Schutz ihres Lebens und ihrer Freiheit zu gewähren.

(2) Alle Einwohner sollen das Recht auf freie private und öffentliche Ausübung jeden Bekennt-

(1) Die polnische Regierung verpflichtet sich, allen Einwohnern ohne Unterschied der Geburt, der Staatsangehörigkeit, der Sprache, des Volkstums und der Religion den umfassendsten Schutz ihres Lebens und ihrer Freiheit zu gewähren.

(2) Alle Einwohner Polens sollen das Recht auf freie private und öffentliche Ausübung jeden Bekennt-

religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Article 67

(Article 7 du Traité des minorités du 28 juin 1919)

1. — Tous les ressortissants allemands seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage ou de religion.

2. — La différence de religion, de croyance ou de confession ne devra nuire à aucun ressortissant allemand en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries.

3. — Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant allemand d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse, ou de publication de toute nature, soit dans les réunions publiques.

4. — Nonobstant l'établissement par le Gouvernement allemand d'une langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants allemands de langue autre que l'allemand, pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux.

1. — Tous les ressortissants polonais seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage ou de religion.

2. — La différence de religion, de croyance ou de confession ne devra nuire à aucun ressortissant polonais en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries.

3. — Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant polonais d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse, ou de publication de toute nature, soit dans les réunions publiques.

4. — Nonobstant l'établissement par le Gouvernement polonais d'une langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants polonais de langue autre que le polonais, pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux.

Article 68

(Article 8 du Traité des minorités du 28 juin 1919)

Les ressortissants allemands appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants allemands. Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

Les ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants polonais. Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

Article 69

(Article 9, alinéas 1 et 2, du Traité des minorités du 28 juin 1919)

1. — En matière d'enseignement public, le Gouvernement allemand accordera dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants allemands de langue autre que la

1. — En matière d'enseignement public, le Gouvernement polonais accordera dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais de langue autre que la

nisses, jeder Religion oder Weltanschauung haben, deren Betätigung nicht mit der öffentlichen Ordnung und den guten Sitten unvereinbar ist.

nisses, jeder Religion oder Weltanschauung haben, deren Betätigung nicht mit der öffentlichen Ordnung und den guten Sitten unvereinbar ist.

Artikel 67

(Artikel 7 des Minderheitsvertrags vom 28. Juni 1919)

(1) Alle deutschen Reichsangehörigen sind vor dem Gesetze gleich und genießen ohne Unterschied des Volkstums, der Sprache oder der Religion die gleichen bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte.

(2) Der Unterschied der Religion, der Weltanschauung oder des Bekenntnisses soll keinem deutschen Reichsangehörigen im Genusse der bürgerlichen oder staatsbürgerlichen Rechte schaden, insbesondere bei der Zulassung zu öffentlichen Ämtern, Tätigkeiten und Ehrenstellungen oder bei der Ausübung der verschiedenen Berufe und Gewerbe.

(3) Kein deutscher Reichsangehöriger darf in dem freien Gebrauch einer beliebigen Sprache irgendwie beschränkt werden, weder in seinen persönlichen oder wirtschaftlichen Beziehungen, noch auf dem Gebiete der Religion, der Presse oder bei Veröffentlichungen jeder Art, noch endlich in öffentlichen Versammlungen.

(4) Unbeschadet des Rechts der deutschen Regierung, eine Staats- und Amtssprache zu bestimmen, müssen den fremdsprachigen deutschen Reichsangehörigen für den schriftlichen oder mündlichen Gebrauch ihrer Sprache vor den Gerichten angemessene Erleichterungen gewährt werden.

(1) Alle polnischen Staatsangehörigen sind vor dem Gesetze gleich und genießen ohne Unterschied des Volkstums, der Sprache oder der Religion die gleichen bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte.

(2) Der Unterschied der Religion, der Weltanschauung oder des Bekenntnisses soll keinem polnischen Staatsangehörigen im Genusse der bürgerlichen oder staatsbürgerlichen Rechte schaden, insbesondere bei der Zulassung zu öffentlichen Ämtern, Tätigkeiten und Ehrenstellungen oder bei der Ausübung der verschiedenen Berufe und Gewerbe.

(3) Kein polnischer Staatsangehöriger darf in dem freien Gebrauch einer beliebigen Sprache irgendwie beschränkt werden, weder in seinen persönlichen oder wirtschaftlichen Beziehungen, noch auf dem Gebiete der Religion, der Presse oder bei Veröffentlichungen jeder Art, noch endlich in öffentlichen Versammlungen.

(4) Unbeschadet des Rechts der polnischen Regierung, eine Staats- und Amtssprache zu bestimmen, müssen den fremdsprachigen polnischen Staatsangehörigen für den schriftlichen oder mündlichen Gebrauch ihrer Sprache vor den Gerichten angemessene Erleichterungen gewährt werden.

Artikel 68

(Artikel 8 des Minderheitsvertrags vom 28. Juni 1919)

Die deutschen Reichsangehörigen, die zu einer völkischen, religiösen oder sprachlichen Minderheit gehören, sollen die gleiche Behandlung und die gleichen rechtlichen und tatsächlichen Sicherheiten genießen wie die übrigen deutschen Reichsangehörigen. Sie sollen insbesondere ein gleiches Recht haben, auf ihre Kosten Wohlfahrts-, religiöse oder soziale Einrichtungen sowie Schulen und andere Erziehungsanstalten zu errichten, zu leiten und zu beaufsichtigen und in ihnen ihre Sprache frei zu gebrauchen und ihre Religion frei auszuüben.

Die polnischen Staatsangehörigen, die zu einer völkischen, religiösen oder sprachlichen Minderheit gehören, sollen die gleiche Behandlung und die gleichen rechtlichen und tatsächlichen Sicherheiten genießen wie die übrigen polnischen Staatsangehörigen. Sie sollen insbesondere ein gleiches Recht haben, auf ihre Kosten Wohlfahrts-, religiöse oder soziale Einrichtungen sowie Schulen und andere Erziehungsanstalten zu errichten, zu leiten und zu beaufsichtigen und in ihnen ihre Sprache frei zu gebrauchen und ihre Religion frei auszuüben.

Artikel 69

(Artikel 9 Abs. 1 und 2 des Minderheitsvertrags vom 28. Juni 1919)

(1) Auf dem Gebiete des öffentlichen Unterrichts soll die deutsche Regierung in den Städten und Bezirken, in denen fremdsprachige deutsche Reichsangehörige in beträchtlichem Verhältnis wohnen, an-

(1) Auf dem Gebiete des öffentlichen Unterrichts soll die polnische Regierung in den Städten und Bezirken, in denen fremdsprachige polnische Staatsangehörige in beträchtlichem Verhältnis wohnen, an-

langue allemande, des facilités appropriées pour assurer que dans les écoles primaires l'instruction sera donnée dans leur propre langue aux enfants de ces ressortissants allemands. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement allemand de rendre obligatoire l'enseignement de la langue allemande dans lesdites écoles.

2. — Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants allemands appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'État, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

langue polonaise, des facilités appropriées pour assurer que dans les écoles primaires l'instruction sera donnée dans leur propre langue aux enfants de ces ressortissants polonais. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement polonais de rendre obligatoire l'enseignement de la langue polonaise dans lesdites écoles.

2. — Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'État, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

Article 70

(Article 10 du Traité des minorités du 28 juin 1919)

Des comités scolaires désignés sur place par les communautés juives assureront, sous le contrôle général de l'État, la répartition de la part proportionelle des fonds publics assignée aux écoles juives en conformité de l'article 69, ainsi que l'organisation et la direction de ces écoles. Les dispositions de l'article 69 concernant l'emploi des langues dans les écoles seront applicables aux dites écoles.

Des comités scolaires désignés sur place par les communautés juives de Pologne assureront, sous le contrôle général de l'État, la répartition de la part proportionnelle des fonds publics assignée aux écoles juives en conformité de l'article 69, ainsi que l'organisation et la direction de ces écoles. Les dispositions de l'article 69 concernant l'emploi des langues dans les écoles seront applicables aux dites écoles.

Article 71

(Article 11 du Traité des minorités du 28 juin 1919)

1. — Les Juifs ne seront pas astreints à accomplir des actes quelconques constituant une violation de leur Sabbat, et ne devront être frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de se rendre devant les tribunaux ou d'accomplir des actes légaux le jour de Sabbat. Toutefois, cette disposition ne dispensera pas les Juifs des obligations imposées à tous les ressortissants allemands en vue des nécessités du service militaire, de la défense nationale ou du maintien de l'ordre public.

2. — L'Allemagne déclare son intention de s'abstenir de prescrire ou d'autoriser des élections, soit générales, soit locales, qui auraient lieu un samedi ; aucune inscription électorale ou autre ne devra obligatoirement se faire un samedi.

1. — Les Juifs ne seront pas astreints à accomplir des actes quelconques constituant une violation de leur Sabbat, et ne devront être frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de se rendre devant les tribunaux ou d'accomplir des actes légaux le jour de Sabbat. Toutefois, cette disposition ne dispensera pas les Juifs des obligations imposées à tous les ressortissants polonais en vue des nécessités du service militaire, de la défense nationale ou du maintien de l'ordre public.

2. — La Pologne déclare son intention de s'abstenir de prescrire ou d'autoriser des élections, soit générales, soit locales, qui auraient lieu un samedi ; aucune inscription électorale ou autre ne devra obligatoirement se faire un samedi.

gemessene Erleichterungen schaffen, um sicherzustellen, daß den Kindern dieser deutschen Reichsangehörigen in den niederen Schulen der Unterricht in ihrer eigenen Sprache erteilt wird. Diese Bestimmung soll nicht ausschließen, daß die deutsche Regierung in diesen Schulen die deutsche Sprache zum Pflichtfache macht.

(2) In den Städten und Bezirken, in denen deutsche Reichsangehörige einer völkischen, religiösen oder sprachlichen Minderheit in beträchtlichem Verhältnis wohnen, soll für diese Minderheiten ein gerechter Anteil an dem Genusse und der Verwendung der Summen sichergestellt werden, die in staatlichen, kommunalen oder anderen Haushaltsplänen für Zwecke der Erziehung, der Religion oder der Wohlfahrt ausgeworfen werden.

gemessene Erleichterungen schaffen, um sicherzustellen, daß den Kindern dieser polnischen Staatsangehörigen in den niederen Schulen der Unterricht in ihrer eigenen Sprache erteilt wird. Diese Bestimmung soll nicht ausschließen, daß die polnische Regierung in diesen Schulen die polnische Sprache zum Pflichtfache macht.

(2) In den Städten und Bezirken, in denen polnische Staatsangehörige einer völkischen, religiösen oder sprachlichen Minderheit in beträchtlichem Verhältnis wohnen, soll für diese Minderheiten ein gerechter Anteil an dem Genusse und der Verwendung der Summen sichergestellt werden, die in staatlichen, kommunalen oder anderen Haushaltsplänen für Zwecke der Erziehung, der Religion oder der Wohlfahrt ausgeworfen werden.

Artikel 70

(Artikel 10 des Minderheitsvertrags vom 28. Juni 1919)

Örtliche Schulausschüsse, die von den jüdischen Gemeinden eingesetzt werden, sollen unter der allgemeinen Aufsicht des Staates die Verteilung des verhältnismäßigen Anteils, der den jüdischen Schulen gemäß Artikel 69 zusteht, sowie die Einrichtung und Leitung dieser Schulen sicherstellen. Die Bestimmungen des Artikel 69 über den Gebrauch der Sprache in den Schulen finden auf diese Schulen Anwendung.

Örtliche Schulausschüsse, die von den jüdischen Gemeinden eingesetzt werden, sollen unter der allgemeinen Aufsicht des Staates die Verteilung des verhältnismäßigen Anteils, der den jüdischen Schulen gemäß Artikel 69 zusteht, sowie die Einrichtung und Leitung dieser Schulen sicherstellen. Die Bestimmungen des Artikel 69 über den Gebrauch der Sprache in den Schulen finden auf diese Schulen Anwendung.

Artikel 71

(Artikel 11 des Minderheitsvertrags vom 28. Juni 1919)

(1) Die Juden dürfen nicht gezwungen werden, irgendwelche Handlungen vorzunehmen, die eine Verletzung ihres Sabbat in sich schließen, und sie dürfen keine Entrechtung erleiden, wenn sie sich weigern, am Sabbat vor den Gerichten zu erscheinen oder Rechtshandlungen vorzunehmen. Diese Bestimmung befreit jedoch die Juden nicht von den Pflichten, die allen deutschen Reichsangehörigen im Hinblick auf die Notwendigkeiten des Heeresdienstes, der nationalen Verteidigung oder der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung obliegen.

(2) Deutschland erklärt, daß es nicht beabsichtigt, allgemeine oder örtliche Wahlen an einem Sonnabend vorzuschreiben oder zu gestatten; es darf keine obligatorische Einschreibung in Wählerlisten und dergleichen an einem Sonnabend stattfinden.

(1) Die Juden dürfen nicht gezwungen werden, irgendwelche Handlungen vorzunehmen, die eine Verletzung ihres Sabbat in sich schließen, und sie dürfen keine Entrechtung erleiden, wenn sie sich weigern, am Sabbat vor den Gerichten zu erscheinen oder Rechtshandlungen vorzunehmen. Diese Bestimmung befreit jedoch die Juden nicht von den Pflichten, die allen polnischen Staatsangehörigen im Hinblick auf die Notwendigkeiten des Heeresdienstes, der nationalen Verteidigung oder der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung obliegen.

(2) Polen erklärt, daß es nicht beabsichtigt, allgemeine oder örtliche Wahlen an einem Sonnabend vorzuschreiben oder zu gestatten; es darf keine obligatorische Einschreibung in Wählerlisten und dergleichen an einem Sonnabend stattfinden.

Article 72

(Article 12 du Traité des minorités du 28 juin 1919)

1. — L'Allemagne agrée que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations.

2. — L'Allemagne agrée que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

3. — L'Allemagne agrée en outre qu'en cas de divergence d'opinion, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le Gouvernement allemand et une Puissance quelconque, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le Gouvernement allemand agrée que tout différend de ce genre sera, si l'autre Partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

1. — La Pologne agrée que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations. Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon s'engagent à ne pas refuser leur assentiment à toute modification desdits articles, qui serait consentie en due forme par une majorité du Conseil de la Société des Nations.

2. — La Pologne agrée que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

3. — La Pologne agrée en outre qu'en cas de divergence d'opinion, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le Gouvernement polonais et l'une quelconque des Principales Puissances alliées et associées ou toute autre Puissance, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le Gouvernement polonais agrée que tout différend de ce genre sera, si l'autre Partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.